

# Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

## NGO Action News

18 janvier 2024

### Moyen-Orient

- Le 17 janvier, l'Association for Civil Rights in Israel a publié une [liste des mesures](#) qu'elle a prises concernant la répression des manifestations en temps de guerre. Ces mesures répondent aux pratiques de dispersion des regroupements et des manifestations, aux exigences inutiles en matière d'autorisation et au refus d'autoriser des manifestations préalablement approuvées.
- Le 14 janvier, Al Mezan, Al-Haq et le Palestinian Centre for Human Rights ont publié un [communiqué de presse](#) marquant le centième jour de la campagne militaire israélienne contre Gaza. Ces organisations ont appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour protéger le peuple palestinien, soulignant que le taux de mortalité quotidien à Gaza était plus élevé que dans tout autre conflit armé du XXI<sup>e</sup> siècle.
- Le 11 janvier, le Palestinian Centre for Human Rights, Al Mezan et Al-Haq ont publié une [déclaration](#) commune condamnant les assassinats et les attaques ciblant des journalistes palestiniens à Gaza, affirmant que ces actes justifiaient l'ouverture d'une enquête pour crimes de guerre.
- Le 11 janvier, le Cairo Institute for Human Rights Studies a publié une [déclaration](#) saluant l'audience de la Cour internationale de Justice (CIJ) au sujet des mesures conservatoires au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, suite à la requête de l'Afrique du Sud instituant une procédure contre Israël le 29 décembre 2023, ainsi que l'acceptation d'Israël de comparaître devant la Cour. Dans sa déclaration, l'organisation estime que l'audience de la CIJ pourrait permettre d'empêcher que de nouvelles atrocités soient commises par les forces israéliennes à Gaza.
- Le 10 janvier, Al-Shabaka a publié un [recueil d'articles et d'études](#) intitulé *What's Required to Revive the PLO?*, qui se concentre sur les questions liées à la relance de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et aux scénarios politiques futurs pour les Palestiniens en Cisjordanie occupée et à Gaza.
- Le 9 janvier, [Peace Now](#) a publié un article signalant que des colons avaient établi un nouvel avant-poste près de Beit 'Awwa (à l'ouest d'Hébron) et que des soldats israéliens avaient bloqué les routes pour empêcher les Palestiniens de passer. La municipalité de Beit 'Awwa, ainsi qu'un groupe de résidents et Peace Now, ont déposé une requête auprès de la Cour

suprême pour demander la réouverture des routes et la levée du blocus imposé aux résidents. La Cour entendra l'affaire le 29 janvier.

### Asie et Europe

- Le 21 janvier, l'[Association Belgo-Palestinienne](#) et d'autres organisations de la société civile organiseront une manifestation à Bruxelles intitulée « Justice pour la Palestine » pour demander au Gouvernement belge, entre autres, de prendre l'initiative d'imposer un embargo militaire international complet à Israël et de soutenir la procédure engagée par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de Justice.
- Le 16 janvier, le [Palestinian Return Center](#) a déclaré avoir envoyé une lettre aux États membres du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour les appeler à soutenir l'Afrique du Sud dans sa requête auprès de la Cour internationale de Justice invoquant la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide à l'encontre d'Israël.
- Le 16 janvier, l'Agence Média Palestine a publié un [article](#) observant qu'en portant plainte contre Israël devant la Cour internationale de Justice, l'Afrique du Sud ne se contentait pas de défier Israël, mais tentait aussi de rompre le charme de l'hégémonie de l'Occident impérial, y compris la prétention de l'Occident à la supériorité morale.
- Le 10 janvier, le Norwegian Refugee Council a publié une [déclaration](#) intitulée « 100 days of hell in Gaza » détaillant la grave crise humanitaire à laquelle sont confrontés les civils de Gaza en raison de l'offensive militaire israélienne qui perdure.

### Amérique du Nord

- Le 23 janvier, le Jerusalem Fund organisera un [événement](#) intitulé « Digital Rights Under Siege: Combating Online Censorship of Palestinians », qui comprendra une discussion avec Nadim Nashif, Directeur exécutif de 7amleh - The Arab Center for the Advancement of Social Media.
- Le 18 janvier, Americans for Peace Now organise un [webinaire](#) sur la façon dont les Palestiniens envisagent l'avenir de Gaza. Ce webinaire comprendra une discussion avec Khaled Elgindy, chercheur principal au Middle East Institute, dont l'article le plus récent, intitulé « A Palestinian Revival: How to Build a New Political Order After Israel's Assault on Gaza », a été publié dans le magazine *Foreign Affairs*.
- Le 17 janvier, la US Campaign for Palestinian Rights a publié un [article](#) condamnant la décision prise par le Sénat des États-Unis de bloquer une résolution demandant un contrôle élémentaire du financement militaire accordé par les États-Unis à Israël. D'après l'article en question, cette décision du Sénat restera dans l'histoire comme ayant permis un génocide.

- Le 11 janvier, Jewish Voice for Peace a publié un [article](#) intitulé « Why Israel's war on Gaza is textbook genocide » et a invité ses lecteurs à signer une pétition en soutien à la plainte déposée par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de Justice ainsi qu'à demander au président des États-Unis, Joe Biden, de mettre fin au soutien qu'apporte le pays aux atrocités commises par Israël.

### **Organisation des Nations Unies**

- Le 16 janvier, plusieurs experts des droits humains de l'ONU, y compris Michael Fakhri, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, ont publié un [communiqué de presse commun](#) notant que, cent jours après le début de la guerre, Israël avait entrepris de détruire le système alimentaire de Gaza et d'utiliser la nourriture comme une arme.
- Le 15 janvier, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont publié un [communiqué de presse commun](#) soulignant le risque croissant de famine et d'épidémies à Gaza et demandant instamment que l'acheminement de l'aide humanitaire soit amélioré par l'ouverture de nouvelles voies d'entrée, l'autorisation d'un plus grand nombre de camions par jour, de meilleures garanties de sécurité pour les personnes qui accèdent à l'aide et celles qui la distribuent, et l'assouplissement des restrictions à la circulation du personnel humanitaire.
- Le 15 janvier, le Secrétaire général, António Guterres, a présenté une [déclaration](#) dans laquelle il a observé que, plus de cent jours après les attaques commises le 7 octobre par le Hamas, les otages n'avaient toujours pas été libérés et que la situation humanitaire à Gaza était « indicible ». Il a renouvelé son appel à un cessez-le-feu et à la libération des otages, rappelant la nécessité de veiller à ce qu'une aide suffisante parvienne aux personnes qui en ont besoin.

*Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile travaillant sur la question de la Palestine. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet dont les liens figurent dans la lettre d'information. La lettre d'information NGO Action News sera bientôt traduite dans d'autres langues.*



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>